

**CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DES ENTREPRISES D'INSTALLATION SANS FABRICATION,  
Y COMPRIS ENTRETIEN, REPARATION, DEPANNAGE, DE MATERIEL AERAUQUE, THERMIQUE,  
FRIGORIFIQUE ET CONNEXES (code IDCC 1412)**

**Avenant du 7 novembre 2019 à l'accord collectif étendu du  
21 septembre 2016 relatif à la formation professionnelle dans la Branche**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Le Syndicat National des Entreprises du Froid, d'Équipement de Cuisines professionnelles et du Conditionnement de l'Air (SNEFCCA)

D'une part,

ET

La Fédération de la Métallurgie CFE-CGC ;  
La Fédération Confédérée Force Ouvrière de la Métallurgie ;  
La Fédération Générale des Mines et de la Métallurgie C.F.D.T. ;  
La Fédération des travailleurs de la Métallurgie C.G.T.

D'autre part,

**Il est convenu ce qui suit :**

**PREAMBULE**

Considérant la Loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel qui a réformé les modalités de financement de la formation professionnelle et de l'alternance,

Considérant l'accord collectif étendu du 21 septembre 2016 relatif à la formation professionnelle dans la branche et notamment les articles 12 et 13 organisant les dispositions financières de la formation professionnelle de la Branche,

Considérant l'accord collectif étendu du 4 mars 2019 portant désignation de l'Opérateur de Compétences dans la branche,

Considérant la volonté des partenaires sociaux de maintenir une politique de qualification et de certification efficiente des salariés de la branche professionnelle des Entreprises d'installation, sans fabrication, y compris entretien, réparation, dépannage, de matériel aéraulique, thermique, frigorifique et connexes et de se donner les moyens financiers nécessaires à cette ambition,

Le présent avenant a pour objectif de conforter les contributions conventionnelles au développement de la formation professionnelle définies notamment aux articles 12 et 13 de l'accord collectif susvisé.

Les dispositions de l'accord collectif étendu du 21 septembre 2016 relatif à la formation professionnelle dans la branche, non modifiées par le présent avenant feront l'objet d'une négociation ultérieure afin de prendre en compte l'ensemble des évolutions issues de la Loi du 5 septembre 2019 susvisée.

TH 1 NC  
30 12

### **Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'article 12 – Dispositions financières relatives aux entreprises employant moins de 11 salariés sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes.

#### **« Contribution légale**

Conformément aux dispositions de l'article L.6331-1 du Code du travail, la contribution au financement de la formation professionnelle des entreprises de la branche employant moins de 11 salariés, versée à l'OPCO des Entreprises de Proximité directement ou par l'intermédiaire de l'URSSAF, s'élève à **0,55 %** du montant du revenu d'activité retenu pour le calcul des cotisations sociales.

Les instances paritaires compétentes de la branche détermineront chaque année, en lien avec le Conseil d'administration de l'OPCO, les critères de prise en charge des différentes actions de formation professionnelle.

#### **Contribution conventionnelle**

Au regard des besoins de formation des entreprises de moins de 11 salariés, les partenaires sociaux décident de proroger la contribution conventionnelle de **0,1 %** instituée en 2012 puis confirmée en 2016.

Cette contribution conventionnelle s'élève à **0,1 %** du montant du revenu d'activité retenu pour le calcul des cotisations sociales de l'année de référence. Sa collecte sera confiée à l'OPCO des Entreprises de Proximité. Elle est mutualisée dans une section comptable distincte au sein de l'OPCO des Entreprises de Proximité ; son usage et sa répartition relèvent de la compétence exclusive des partenaires sociaux de la Branche. »

### **Article 2**

Les dispositions de l'article 13 – Dispositions financières relatives aux entreprises d'au moins 11 salariés sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes :

#### **« Contribution légale**

Conformément aux dispositions de l'article L.6331-3 du Code du travail, la contribution au financement de la formation professionnelle des entreprises de la branche employant au moins 11 salariés, versée à l'OPCO des Entreprises de Proximité directement ou par l'intermédiaire de l'URSSAF, s'élève à **1 %** du montant du revenu d'activité retenu pour le calcul des cotisations sociales.

En cas de franchissement de seuil d'effectif, les dispositions de l'article L.130-1 du Code de la sécurité sociale seront appliquées.

Les instances paritaires compétentes de la branche détermineront chaque année les critères de prise en charge des différentes actions de formation professionnelle, en lien avec le Conseil d'administration de l'OPCO, étant entendu que la prise en charge des actions de formation du plan de développement des compétences est réservée aux seules entreprises occupant moins de 50 salariés.

#### **Contribution conventionnelle**

Tout employeur concourt au développement de la formation professionnelle continue en participant, chaque année, au financement des actions de formation.

Les partenaires sociaux décident de mettre en place une contribution conventionnelle à verser à l'OPCO des Entreprises de proximité. Cette contribution a pour objet le maintien de l'investissement formation dans la branche afin de lutter contre l'appauvrissement des métiers ainsi que le développement de la formation professionnelle continue. Elle est mutualisée dans une section comptable à part au sein de

Handwritten signatures and initials in blue ink, including "JL", "MC", "BD", and "M".

l'OPCO des Entreprises de Proximité ; son usage et sa répartition relèvent de la compétence exclusive des partenaires sociaux de la Branche.

Pour les entreprises de 11 salariés à moins de 50 salariés, le taux de contribution conventionnelle est fixé à **0,30 %** du montant du revenu d'activité retenu pour le calcul des cotisations sociales. Elle est due à compter de la collecte 2020 sur la masse salariale 2019, en supplément de la contribution légale obligatoire.

Pour les entreprises de 50 salariés à moins de 300 salariés, le taux de contribution conventionnelle est fixé à **0,60 %** du montant du revenu d'activité retenu pour le calcul des cotisations sociales. Elle est due à compter de la collecte 2020 sur la masse salariale 2019, en supplément de la contribution légale obligatoire.

En cas de franchissement de seuil d'effectif, les dispositions de l'article L.130-1 du Code de la sécurité sociale seront appliquées.

Au regard de l'effort consenti par les entreprises de la branche, il est attendu que les entreprises aient un accès privilégié à l'offre d'accompagnement, à l'information et à la communication développées par l'OPCO désigné ainsi qu'à des cofinancements selon leur besoins.

Les partenaires sociaux précisent que les contributions conventionnelles ainsi fixées ont été définies en tenant compte du niveau des contributions légales, des besoins de formations et de compétences dans la branche en 2019 ainsi que de la situation économique des entreprises. Dès lors, toute modification des contributions légales, indépendante de la volonté des partenaires sociaux, entraînerait une renégociation des contributions conventionnelles fixées au présent avenant afin de les adapter, les augmenter ou les supprimer, par rapport à la nouvelle réglementation.

Enfin et dans tous les cas, il est convenu que les contributions conventionnelles telles que fixées au présent avenant dans les articles 12 et 13 modifiés sont définies pour une période maximale de 2 ans correspondant à la collecte des contributions au 28 février 2020 et 2021 (respectivement sur les années 2019 et 2020). A l'issue de cette période et sans renégociation de l'accord ou mise en place d'un nouvel avenant à l'accord, les contributions conventionnelles seront supprimées. »

### **Article 3 : Durée**

Le présent avenant est conclu pour une durée déterminée de deux années (2020 et 2021).

### **Article 4 : Dispositions particulières pour les entreprises occupant moins de 50 salariés**

Le présent avenant définit un niveau de contribution conventionnelle spécifique pour toutes les entreprises occupant moins de 50 salariés. Les autres dispositions de ce texte ne nécessitent pas d'adaptation particulière pour les entreprises de cet effectif.

### **Article 5 : Dépôt, extension et entrée en vigueur**

Le présent avenant fera l'objet d'une notification, d'un dépôt et d'une demande d'extension dans les conditions légales et réglementaires.

Le présent avenant entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2020.

THZ NC  
BD W

Fait à Paris, le 7 novembre 2019

(en dix exemplaires)

**Signataires :**

Le Syndicat National des Entreprises du Froid, d'Équipements de Cuisines professionnelles et du Conditionnement de l'Air (SNEFCCA)



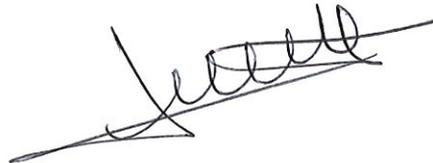
La Fédération de la Métallurgie CFE-CGC



La Fédération Confédérée Force Ouvrière de la Métallurgie



La Fédération Générale de la Métallurgie et des Mines C.F.D.T.



La Fédération de la Métallurgie C.G.T.